

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Hudson

Code géographique : 71100

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Serge R. Raymond, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Hudson pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature



Date

2016-09-21

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Hudson et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit défavorable.

Fondement de l'opinion défavorable

Suite au problème lié aux déficiences du contrôle interne décelées dans les exercices 2004 à 2013, certaines dépenses effectuées dans le cadre de projets d'investissement financés par des paiements de transferts ou par d'autres modes de financement ont possiblement, dans les années antérieures, été imputées sans égard à l'objet prévu aux règlements d'emprunt autorisant ces dépenses. Si la direction avait été en mesure de déterminer l'impact de ces erreurs d'imputation des dépenses d'investissement, de nombreux éléments des états financiers ci-joints auraient été affectés de manière significative. Les incidences de ces erreurs d'imputation sur les états financiers n'ont pas été déterminées.

Opinion défavorable

À notre avis, en raison de l'importance du problème soulevé dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion défavorable, les états financiers consolidés ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la Ville de Hudson et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Hudson inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, qui devraient être établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no. A 107 797

DATE 2016-09-21

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	9 796 938	10 468 040	10 358 481			10 358 481
Compensations tenant lieu de taxes	2	146 222	105 900	124 219			124 219
Quotes-parts	3					232 282	
Transferts	4	292 704	58 000	202 269		114 699	316 968
Services rendus	5	287 753	275 318	286 341		131 904	418 245
Imposition de droits	6	674 326	510 150	712 088			712 088
Amendes et pénalités	7	67 202	55 000	44 566			44 566
Intérêts	8	214 540	120 000	242 917		843	243 760
Autres revenus	9	25 221	24 000	35 753		8 843	44 596
	10	11 504 906	11 616 408	12 006 634		488 571	12 262 923
Investissement							
Taxes	11			55 978			55 978
Quotes-parts	12						
Transferts	13	2 181 332					
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15	96 000					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	2 277 332		55 978			55 978
	18	13 782 238	11 616 408	12 062 612		488 571	12 318 901
Charges							
Administration générale	19	1 628 796	1 483 694	1 650 367	32 835		1 683 202
Sécurité publique	20	2 732 352	2 523 978	2 535 002	115 787		2 650 789
Transport	21	1 873 835	2 329 809	1 844 459	266 142	477 205	2 355 524
Hygiène du milieu	22	1 020 137	1 177 275	1 281 167	883 432		2 164 599
Santé et bien-être	23	77 102	76 876	77 675			77 675
Aménagement, urbanisme et développement	24	499 513	603 055	556 403	16 768		573 171
Loisirs et culture	25	977 699	1 318 702	1 167 817	177 069		1 344 886
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 007 369	889 600	988 788		196	988 984
Amortissement des immobilisations	28	1 499 912	1 213 419	1 492 033	(1 492 033)		
	29	11 316 715	11 616 408	11 593 711		477 401	11 838 830
Excédent (déficit) de l'exercice	30	2 465 523		468 901		11 170	480 071

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 465 523		468 901	11 170	480 071
Moins: revenus d'investissement	2	(2 277 332)	()	(55 978)	()	(55 978)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	188 191		412 923	11 170	424 093
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 499 912	1 213 419	1 492 033	2 920	1 494 953
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7			431 752		431 752
	8	1 499 912	1 213 419	1 923 785	2 920	1 926 705
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9			9 752		9 752
Réduction de valeur / Reclassement	10			(431 752)		(431 752)
	11			(422 000)		(422 000)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(759 027)	(933 919)	(867 685)	()	(867 685)
	18	(759 027)	(933 919)	(867 685)		(867 685)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(45 181)	(279 500)	(56 771)	(3 239)	(60 010)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20				(10 346)	(10 346)
Excédent de fonctionnement affecté	21			17 213		17 213
Réserves financières et fonds réservés	22	(109 965)		82 368	(505)	81 863
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(155 146)	(279 500)	42 810	(14 090)	28 720
	26	585 739		676 910	(11 170)	665 740
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	773 930		1 089 833		1 089 833

¹ 1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014 Administration municipale	Budget 2015 Administration municipale	Réalisations 2015 Administration municipale	Réalisations 2015 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	2 277 332		55 978		55 978
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(4 332)	()	(21 003)	()	(21 003)
Sécurité publique	3	(128 664)	()	()	()	()
Transport	4	(14 290)	()	(22 782)	(3 239)	(26 021)
Hygiène du milieu	5	()	()	(60 545)	()	(60 545)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(96 000)	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(29 246)	()	(8 419)	()	(8 419)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(272 532)	()	(112 749)	(3 239)	(115 988)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	(2 099 175)				
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	45 181	279 500	56 771	3 239	60 010
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	(153 484)				
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17					
	18	(108 303)	279 500	56 771	3 239	60 010
	19	(2 480 010)	279 500	(55 978)		(55 978)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales						
	20	(202 678)	279 500			

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014 Administration municipale	Budget 2015 Administration municipale	Réalisations 2015 Administration municipale	Réalisations 2015 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 465 523		468 901	11 170	480 071
Variation des immobilisations						
Acquisition	2	(272 532)		(112 749)	(3 239)	(115 988)
Produit de cession	3					
Amortissement	4	1 499 912	1 213 419	1 492 033	2 920	1 494 953
(Gain) perte sur cession	5					
Réduction de valeur / Reclassement	6			431 752		431 752
	7	1 227 380	1 213 419	1 811 036	(319)	1 810 717
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	(33 157)		(19 305)		(19 305)
Variation des autres actifs non financiers	10	19 848		34 328	(39)	34 289
	11	(13 309)		15 023	(39)	14 984
	12	3 679 594	1 213 419	2 294 960	10 812	2 305 772
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	3 679 594	1 213 419	2 294 960	10 812	2 305 772
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(24 995 838)		(21 316 244)	109 795	(21 206 449)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(24 995 838)		(21 316 244)	109 795	(21 206 449)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(21 316 244)		(19 021 284)	120 607	(18 900 677)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés
				Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	878 494	3 287 197	184 229
Placements temporaires	2			
Débiteurs (note 5)	3	11 390 329	8 671 030	117 678
Prêts (note 6)	4			
Placements de portefeuille (note 7)	5			
Participations dans des entreprises municipales	6			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7			
Autres actifs financiers (note 9)	8		422 000	422 000
	9	12 268 823	12 380 227	301 907
				12 604 602
PASSIFS				
Découvert bancaire	10	339 482		
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 000 000	1 000 000	1 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 736 859	1 386 599	181 300
Revenus reportés (note 12)	13	256 663	252 258	252 258
Dette à long terme (note 13)	14	30 252 063	28 762 654	28 762 654
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			
	16	33 585 067	31 401 511	181 300
				31 505 279
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(21 316 244)	(19 021 284)	120 607
				(18 900 677)
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	18	52 279 219	50 468 183	19 704
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19			
Stocks de fournitures	20	183 124	202 429	202 429
Autres actifs non financiers (note 17)	21	39 911	5 583	201
	22	52 502 254	50 676 195	19 905
				50 696 100
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	(1 059 822)	(134 312)	(134 312)
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 484 787	1 631 897	16 441
Réserves financières et fonds réservés	25	1 916 598	2 241 522	104 367
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	()	()	()
Financement des investissements en cours	27	(206 958)	(614 250)	(614 250)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	29 051 405	28 530 054	19 704
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29			
	30	31 186 010	31 654 911	140 512
				31 795 423

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalisations 2014	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 465 523	468 901	11 170 480 071
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2	1 499 912	1 492 033	2 920 1 494 953
Autres				
- Reclassement Immob.-PDR	3		431 752	431 752
-	4			
	5	3 965 435	2 392 686	14 090 2 406 776
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6	(2 330 128)	2 719 299	130 096 2 815 579
Autres actifs financiers	7		(422 000)	(422 000)
Créditeurs et charges à payer	8	32 306	(350 260)	(60 865) (377 309)
Revenus reportés	9	81 874	(4 405)	(4 405)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			
Propriétés destinées à la revente	11			
Stocks de fournitures	12	(33 157)	(19 305)	(19 305)
Autres actifs non financiers	13	19 848	34 328	(39) 34 289
	14	1 736 178	4 350 343	83 282 4 433 625
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15 (	272 532) (	112 749) (	3 239) (115 988)
Produit de cession	16			
	17	(272 532)	(112 749)	(3 239) (115 988)
Activités de placement				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	) (
Remboursement ou cession	19			
Autres placements de portefeuille				
Acquisition	20 (	) (	) (	) (
Cession	21			
Variation nette des placements temporaires	22			
	23			
Activités de financement (note 23)				
Émission de dettes à long terme	24	5 888 000		
Remboursement de la dette à long terme	25 (	1 455 702) (	1 577 985) (	) (1 577 985)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(4 971 000)		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	88 575	88 576	88 576
Autres	28			
-	29			
-	30	(450 127)	(1 489 409)	(1 489 409)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	1 013 519	2 748 185	80 043 2 828 228
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	(474 507)	539 012	104 186 643 198
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	539 012	3 287 197	184 229 3 471 426

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	
					<u>Total</u>	
					<u>consolidé</u> ¹	
Rémunération	1	2 558 850	2 622 856	2 421 029	21 341	2 442 370
Charges sociales	2	560 538	498 725	511 261	6 354	517 615
Biens et services	3	4 825 228	5 261 683	5 122 968	274 437	5 397 405
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	689 871	873 600	788 872		788 872
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	289 626		169 318		169 318
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	27 872	16 000	30 598	196	30 794
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	728 523	945 677	861 602		629 320
Autres	10					
Autres organismes	11	127 106	182 448	180 071	172 153	352 224
Amortissement des immobilisations	12	1 499 912	1 213 419	1 492 033	2 920	1 494 953
Autres						
- Créances irrécouvrables	13	9 189		2 159		2 159
- Réclamation Dommages et intérêt	14		2 000	213		213
- Autres	15			13 587		13 587
	16	11 316 715	11 616 408	11 593 711	477 401	11 838 830

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget	Réalizations	
		2015	2015	2014
Revenus				
Taxes	1	10 468 040	10 414 459	9 796 938
Compensations tenant lieu de taxes	2	105 900	124 219	146 222
Quotes-parts	3			
Transferts	4	248 590	316 968	2 630 075
Services rendus	5	407 049	418 245	429 193
Imposition de droits	6	510 150	712 088	674 326
Amendes et pénalités	7	55 000	44 566	67 202
Intérêts	8	121 056	243 760	215 943
Autres revenus	9	24 000	44 596	128 236
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	11 939 785	12 318 901	14 088 135
Charges				
Administration générale	12	1 524 781	1 683 202	1 675 671
Sécurité publique	13	2 648 582	2 650 789	2 833 288
Transport	14	2 785 601	2 355 524	2 442 250
Hygiène du milieu	15	2 021 683	2 164 599	1 903 569
Santé et bien-être	16	76 876	77 675	77 102
Aménagement, urbanisme et développement	17	608 055	573 171	516 852
Loisirs et culture	18	1 394 779	1 344 886	1 159 661
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	889 600	988 984	1 007 989
	21	11 949 957	11 838 830	11 616 382
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(10 172)	480 071	2 471 753
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		31 315 352	28 923 814
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			(80 215)
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		31 315 352	28 843 599
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		31 795 423	31 315 352

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(10 172)	480 071	2 471 753
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	4 789) (	115 988) (	276 317)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	1 221 341	1 494 953	1 504 491
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6		431 752	
	7	1 216 552	1 810 717	1 228 174
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(19 305)	(33 157)
Variation des autres actifs non financiers	10		34 289	20 072
	11		14 984	(13 085)
	12	1 206 380	2 305 772	3 686 842
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 206 380	2 305 772	3 686 842
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(21 206 449)	(24 893 291)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(21 206 449)	(24 893 291)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(18 900 677)	(21 206 449)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	3 471 426	982 680
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	8 711 176	11 526 755
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8	422 000	
	9	12 604 602	12 509 435
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		339 482
Emprunts temporaires (note 10)	11	1 000 000	1 000 000
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	1 490 367	1 867 676
Revenus reportés (note 12)	13	252 258	256 663
Dette à long terme (note 13)	14	28 762 654	30 252 063
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	31 505 279	33 715 884
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(18 900 677)	(21 206 449)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	50 487 887	52 298 604
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	202 429	183 124
Autres actifs non financiers (note 17)	21	5 784	40 073
	22	50 696 100	52 521 801
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	31 795 423	31 315 352

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	480 071	2 471 753
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 494 953	1 504 491
Autres			
- Reclassement Immob.-PDR	3	431 752	
-	4		
	5	2 406 776	3 976 244
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 815 579	(2 431 836)
Autres actifs financiers	7	(422 000)	
Créditeurs et charges à payer	8	(377 309)	(4 522)
Revenus reportés	9	(4 405)	81 874
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(19 305)	(33 157)
Autres actifs non financiers	13	34 289	20 072
	14	4 433 625	1 608 675
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(115 988)	(276 317)
Produit de cession	16		
	17	(115 988)	(276 317)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23		
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		5 888 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 577 985)	(1 455 702)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(4 971 000)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	88 576	88 575
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(1 489 409)	(450 127)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	31	2 828 228	882 231
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	32	643 198	(239 033)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)			
	33	3 471 426	643 198

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes. Elle est dirigée par un conseil et est responsable des activités municipales à caractère local.

Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages 11, 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page 21.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières de l'organisme qui est sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île.

Les comptes de la ville et du CIT de la Presqu'Île compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas du partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île pour l'exercice est de 7,04 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 5,9327 % en début d'exercice à 5,8644 % à la fin de l'exercice.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression « administration municipale » utilisée réfère à la Ville de Hudson excluant l'organisme qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu;

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux tiers;
- Les revenus d'intérêts sont constatés à titre de revenus lorsqu'ils sont gagnés.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de la Ville de Hudson, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations et les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux.

C) Actifs financiers

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

E) Actifs non financiers**Autres actifs non financiers**

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	- 20 et 40 ans
Bâtiments	- 40 ans
Véhicules	- 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	- 5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	- 5, 10 et 20 ans
Améliorations locatives	- 10 ans

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la ville, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La ville comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'île est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalent de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

Modification de méthodes comptables

Sites contaminés

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers de l'organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	758 656	733 847
Placements temporaires	2		
Placements de portefeuille	3		
Note			
Débiteurs			
Taxes municipales	4	1 009 722	979 854
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	7 122 018	8 711 328
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	77 751	1 450 179
Organismes municipaux	8	32 726	35 666
Autres			
- Droits de mutation	9	378 605	295 963
- Divers	10	90 354	53 765
	11	8 711 176	11 526 755
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	6 580 200	7 290 500
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	6 580 200	7 290 500
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	289 981	289 981
Note			
Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 () ()	
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 63 098	67 291
Autres régimes (REER et autres)	31 1 780	1 253
Régimes de retraite des élus municipaux	32 59	42
	33 64 937	68 586

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34 422 000	
Autres	35	
	36 422 000	

Note

0. Emprunts temporaires

La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 12 789 000 \$. Ces dernières portent intérêt aux taux préférentiel. Au 31 décembre 2015, les montants utilisés totalisent 1 000 000 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement de travaux municipaux et d'acquisition d'immobilisations autorisés par règlement.

De plus, la ville dispose d'une marge de crédit de 2 500 000 \$ pour ces opérations courantes. Cette marge porte intérêt au taux préférentiel. Le montant utilisé au 31 décembre 2015 est de NIL \$ (2014: 279 851 \$). Cette marge de crédit couvre le découvert bancaire et est présentée à ce poste à l'état de la situation financière.

1. Créditeurs et charges à payer

Fournisseurs	37 609 244	840 324
Salaires et avantages sociaux	38 325 232	464 763
Dépôts et retenues de garantie	39 201 331	191 074
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Frais d'assainissement des sites contaminés	42	
Autres		
- Gouvernement du Québec	43 47 636	87 580
- Gouvernement du Canada	44	18 927
- Organismes municipaux	45 101 939	51 677
- Intérêts courus sur dette LT	46 204 985	213 331
-	47	
	48 1 490 367	1 867 676

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

2. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	49	62 951	69 920
Transferts	50	86 122	83 558
Autres			
- Médi-Centre	51	69 149	69 149
- Fonds Parcs et terrains jeux	52	34 036	34 036
	53	252 258	256 663

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015				2014			
3. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance					
	de	à	de	à				
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	3,90	2016	2054	54	28 908 000		30 467 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					55			
Gains (pertes) de change reportés					56			
					57			
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58			
Organismes municipaux					59			
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	8,54	8,54	2017	2017	60	32 329		51 314
Autres					61			
					62	28 940 329		30 518 314
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(177 675)	(266 251)	
					64	28 762 654		30 252 063

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015	
	Avec fonds	Sans fonds	Location-	Autres		
	d'amortissement	d'amortissement	acquisition			
2016	65	73	2 041 000	81	22 636	90
2017	66	74	1 458 000	82	11 965	91
2018	67	75	1 497 000	83		92
2019	68	76	1 498 000	84		93
2020	69	77	1 539 000	85		94
2021 et +	70	78	20 875 000	86		95
	71	79	28 908 000	87	34 601	96
Intérêts et frais accessoires			88	(2 272)		105
	72	80	28 908 000	89	32 329	97
						106
						28 940 329

Note

	2015		2014	
4. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	107	(18 900 677)	(21 206 449)	
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108			
Autres	109			
	110	(18 900 677)	(21 206 449)	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

5. Immobilisations

		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	12 831 635	139		166		193	12 831 635
Eaux usées	112	21 807 901	140		167		194	21 807 901
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	7 152 122	141		168		195	7 152 122
Autres	114	1 830 209	142	8 419	169		196	1 838 628
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	4 028 225	144		171	398 650	198	3 629 575
Améliorations locatives	117	78	145	2 074	172		199	2 152
Véhicules	118	1 262 834	146	22 782	173		200	1 285 616
Ameublement et équipement de bureau	119	1 397 244	147	22 753	174		201	1 419 997
Machinerie, outillage et équipement divers	120	2 263 667	148	939	175		202	2 264 606
Terrains	121	5 548 135	149		176	63 000	203	5 485 135
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>58 122 050</u>	151	<u>56 967</u>	178	<u>461 650</u>	205	<u>57 717 367</u>
Immobilisations en cours	124	<u>5 402 004</u>	152	<u>59 021</u>	179		206	<u>5 461 025</u>
	125	<u>63 524 054</u>	153	<u>115 988</u>	180	<u>461 650</u>	207	<u>63 178 392</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	2 635 566	154	320 792	181		208	2 956 358
Eaux usées	127	1 627 576	155	545 197	182		209	2 172 773
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	1 908 981	156	190 341	183		210	2 099 322
Autres	129	542 220	157	90 558	184		211	632 778
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	995 640	159	100 704	186	29 898	213	1 066 446
Améliorations locatives	132	4	160	122	187		214	126
Véhicules	133	645 860	161	89 214	188		215	735 074
Ameublement et équipement de bureau	134	1 158 914	162	59 298	189		216	1 218 212
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 710 689	163	98 727	190		217	1 809 416
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>11 225 450</u>	165	<u>1 494 953</u>	192	<u>29 898</u>	219	<u>12 690 505</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>52 298 604</u>					220	<u>50 487 887</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221	122 299	224		226		228	122 299
Amortissement cumulé	222 (	24 460)	225 (	12 230)	227 (		229 (	36 690)
Valeur comptable nette	223	<u>97 839</u>					230	<u>85 609</u>

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
6. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	422 000	
	234	422 000	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235	422 000	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236		
Note			
La Ville de Hudson a procédé au reclassement d'un bâtiment et d'un terrain ayant une valeur comptable nette de 431 752 \$ des immobilisations aux propriétés destinées à la revente. Cette valeur a été réduite d'un montant de 9 752 \$ afin de refléter le prix de vente obtenu lors de la cession de l'immeuble en 2016.			
7. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	5 784	40 073
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	5 784	40 073
Note			

3. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans échéant en mai 2016 pour l'entretien hivernal des chemins municipaux. Le montant net à verser relativement à ce contrat au cours du prochain exercice s'établit à 197 119 \$

De plus, la Ville s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de trois ans échéant en décembre 2017 relativement à l'enlèvement, le transport et la disposition des matières résiduelles et organiques pour un total de 617 115 \$. Les montants nets à verser relativement à ce contrat au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

2016	314 520 \$
2017	302 595 \$

3. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

c) Poursuites

Diverses réclamations ont été déposées contre la Ville de Hudson. Ces réclamations totalisent un montant de plus de 142 000 \$. De plus, la ville a également reçu une réclamation d'un montant indéterminé. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il n'était pas possible de prévoir l'issue de ces débats juridiques.

De plus, une résidente réclame un montant de 196 224 \$ à la Ville pour des dommages matériaux, perte de valeur d'un immeuble, perte de jouissance, troubles et inconvénients, stress et dommages psychologiques subis suite au drainage d'un lac. Ce dossier a été transmis aux assureurs de la Ville qui en ont pris fait et cause. Au moment de la mise au point définitive des états financiers, il n'était pas possible de prévoir l'issue de ce débat juridique.

Aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers relativement à ces causes. Advenant un accueil favorable à celles-ci, la charge serait imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

0. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

1. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Île, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

2. Instruments financiers

S.O.

		2015	2014
3. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Encaisse	241	3 471 426	982 680
Découvert bancaire	242	()	(339 482)
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)			
à la fin de l'exercice	254	3 471 426	643 198
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

4. Fonds local d'investissement

Fonds local d'investissement	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

ÉTAT DE FLUX DE TRAVAIL		
ÉTAT DE FLUX DE TRAVAIL AU 31 DÉCEMBRE		
Actifs		
Encaisse	266	
Placements de portefeuille	267	
Débiteurs	268	
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269	
Provision pour moins-value	270	() ()
	271	
	272	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	273	
Revenus reportés	274	
Dette à long terme	275	
	276	
Solde du Fonds local d'investissement	277	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

5. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	285

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	288
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	291

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	(	)
	298		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	303

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	306

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	309

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

3 ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DU C.I.T. LA PRESQU'ÎLE

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 65,07 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 874 338 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En juin 2014, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2022 avec deux options de renouvellement de trois ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 2500 heures par an par véhicule pour les trois premiers autocars assignés, au taux horaire de 122,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal. Le taux horaire au 1er janvier 2015 est de 124,36 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 318 925 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99,00 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le taux horaire au 16 juin 2015 est de 103,53 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 540 711\$, excluant la clause carburant, en 2015.

En septembre 2015, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2024 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus intermédiaires à raison d'un minimum de 3 000 heures par an, par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 79,50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1.25 % par année. Le taux horaire au 25 mai 2015 est de 79,50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 326 762 \$, excluant la clause carburant, en 2015.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 120 mois se terminant le 31 décembre 2021, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 33 126 \$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

7 Entente intermunicipale - couverture en cas d'interventions spécialisées en matières dangereuses

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

La Ville de Hudson, en collaboration avec 14 autres municipalités, a signé une entente avec la ville de Vaudreuil-Dorion relativement à la fourniture d'une couverture en cas d'interventions spécialisées en matières dangereuses. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est entrée en vigueur le 1er janvier 2015 et vient à échéance le 31 décembre 2019.

Le coût annuel de cette entente pour l'année 2016 est de l'ordre de 2 940 \$, montant qui sera indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal au 1er octobre de l'année financière précédente.

3 Entente intermunicipale - couverture en cas d'interventions spécialisées en espaces clos

La Ville de Hudson, en collaboration avec 12 autres municipalités, a signé une entente avec la Ville de Pincourt et la municipalité de Rigaud, relativement à la fourniture d'un service de couverture en cas d'interventions spécialisées en espaces clos. Cette entente, d'une durée de cinq ans, est entrée en vigueur le 1er janvier 2015 et vient à échéance le 31 décembre 2019.

Le coût annuel pour 2016 relativement à cette entente, est de l'ordre de 1 835 \$, montant qui sera indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal au 1er septembre de l'année financière précédente.

3 Données comparatives

À des fins de comparaison avec celles de l'exercice courant, certaines données du budget 2015 ont été reclassées ou regroupées.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	(134 312)	(1 059 822)
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 648 338	1 490 882
Réserves financières et fonds réservés	3	2 345 889	2 020 460
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	()	()
Financement des investissements en cours	5	(614 250)	(206 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	28 549 758	29 070 790
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	31 795 423	31 315 352
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	(134 312)	(1 059 822)
Organismes contrôlés	10		
	11	(134 312)	(1 059 822)
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- R 504	12	852 139	760 240
- R 505	13	684 687	652 761
- Excédent taxation	14	26 786	26 786
- R 581	15	27 787	45 000
- R 554	16	4 813	
- Engagements	17	35 685	
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 631 897	1 484 787
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- CIT La Presqu'île	22	16 441	6 095
-	23		
-	24		
	25	16 441	6 095
	26	1 648 338	1 490 882
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières			
- Réserves financières CIT	27	104 367	103 862
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	104 367	103 862
Fonds réservés			
Fonds de roulement	33	764 053	846 421
Fonds parcs et terrains de jeux	34		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35		
Société québécoise d'assainissement des eaux	36		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	1 477 469	1 070 177
Financement des activités de fonctionnement	38		
Fonds local d'investissement	39		
Fonds local de solidarité	40		
Autres	41		
-	42		
-	43		
-	44		
	45	2 241 522	1 916 598
	46	2 345 889	2 020 460

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	47 (	) (	)
Intérêts sur la dette à long terme	48 (	) (	)
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	49 (	) (	)
Régimes non capitalisés	50 (	) (	)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (	)
Autres	52 (	) (	)
Régimes non capitalisés	53 (	) (	)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 (	) (	)
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 (	) (	)
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	56 (	) (	)
Utilisation du fonds de roulement	57 (	) (	)
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 (	) (	)
Autres			
-	59 (	) (	)
-	60 (	) (	)
	61 (	) (	)
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 (	) (	)
Autre financement	63 (	) (	)
	64 (	) (	)
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	65	4 024 671	4 431 963
Investissements à financer	66 (	4 638 921) (	4 638 921)
	67	(614 250)	(206 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	68	50 487 887	52 298 604
Propriétés destinées à la revente	69	422 000	
Prêts	70		
Placements à titre d'investissement	71		
Participations dans des entreprises municipales	72		
	73	50 909 887	52 298 604
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	74	28 762 654	30 252 063
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	177 675	266 251
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (	6 580 200) (	7 290 500)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (	) (	)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (	) (	)
	79	22 360 129	23 227 814
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80		
	81	22 360 129	23 227 814
	82	28 549 758	29 070 790

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 () ()	() ()
Charge de l'exercice	60 () ()	() ()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 () ()	() ()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 () ()	() ()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 () ()	() ()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	()
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

;) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité offre à l'ensemble de ses employés un régime de retraite à cotisations déterminées où les cotisations sont versées par l'employeur et les adhérents au taux de 5 %.

Les contributions des employés et celles de la municipalité, ainsi que les autres revenus et charges, sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Le régime étant à cotisation déterminée n'a donc pas de surplus ou déficit actuariel.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	91	<u>63 098</u>	<u>67 291</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

Le conseil intermunicipal de transport offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6 % du salaire brut de l'employé. La dépense est représentée par la cotisation versée.

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	93	<u>1 780</u>	<u>1 253</u>

2) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 ☒ Oui
 95 ☐ Non

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	96	<u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM	97	<u>18</u>	<u>12</u>
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	98	59	42
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99		
	100	<u>59</u>	<u>42</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	28 940 329
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	4 638 921
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	1 596 212
-------------------	---	-----------

Débiteurs	8	6 580 200
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- Taxes perçues d'avance	12	
--------------------------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	25 402 838
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	25 402 838
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	4 634
---------------------------------	----	-------

Communauté métropolitaine	18	62 732
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	25 470 204
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	25 470 204
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	7 385 039	7 372 185	7 372 185	6 784 159
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	1 406 775	1 292 929	1 292 929	1 253 660
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	8 791 814	8 665 114	8 665 114	8 037 819
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	291 842	340 780	340 780	279 547
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	224 645	173 760	173 760	249 896
Matières résiduelles	13	457 090	463 589	463 589	519 789
Autres					
-Éco Taxes	14	75 950	68 105	68 105	66 807
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	5 000	19 057	19 057	25 183
Service de la dette	18	541 699	527 779	527 779	524 153
Activités de fonctionnement	19		19 449	19 449	18 365
Activités d'investissement	20		55 978	55 978	
	21	1 596 226	1 668 497	1 668 497	1 683 740
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	80 000	80 848	80 848	75 379
Autres	23				
	24	80 000	80 848	80 848	75 379
	25	1 676 226	1 749 345	1 749 345	1 759 119
	26	10 468 040	10 414 459	10 414 459	9 796 938

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	2015	2015	2015	2014
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	6 457	6 457	8 845
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	96 500	113 387	133 038
	35	96 500	119 844	141 883
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36	6 200		
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	6 200		
	40	102 700	119 844	141 883
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	3 200	3 541	3 477
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42		834	862
Taxes d'affaires	43			
	44	3 200	4 375	4 339
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	105 900	124 219	146 222

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52	2 086	2 086	
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54	5 785	5 785	
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	20 000	17 286	17 286
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		114 699	156 039
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	74 731	74 731	133 043
Réseau de distribution de l'eau potable	68	61 144	61 144	108 853
Traitement des eaux usées	69	10 033	10 033	14 319
Réseaux d'égout	70	23 410	23 410	33 411
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71			(2 922)
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74	35 000		
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	7 794	7 794	6 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	3 000		
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	58 000	202 269	316 968
				448 743

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96			
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			220 582
Réseau de distribution de l'eau potable	107			180 476
Traitement des eaux usées	108			534 082
Réseaux d'égout	109			1 246 192
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125			
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129			2 181 332

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2015	2015	2015	2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	58 000	202 269	316 968
				2 630 075

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	25 000	20 775	20 775
Sécurité civile	146			18 126
Autres	147			
	148	25 000	20 775	20 775
18 126				
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	3 878	7 835	7 835
Réseau de distribution de l'eau potable	156			4 590
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	3 878	7 835	7 835
4 590				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	28 878	28 610	28 610
22 716				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	182	1 000	35 780	35 780	22 287
Sécurité publique	183		12 962	12 962	4 749
Transport					
Réseau routier	184		(65)	(65)	875
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	185			86 963	101 935
Transport adapté	186				
Transport scolaire	187				
Autres	188			44 941	39 505
Autres	189				
Hygiène du milieu	190		18 400	18 400	7 200
Santé et bien-être	191				
Aménagement, urbanisme et développement	192	11 500	3 200	3 200	10 713
Loisirs et culture	193	233 940	187 454	187 454	219 213
Réseau d'électricité	194				
	195	246 440	257 731	389 635	406 477
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	275 318	286 341	418 245	429 193
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	197	60 150	73 320	73 320	69 705
Droits de mutation immobilière	198	450 000	638 768	638 768	604 621
Droits sur les carrières et sablières	199				
Autres	200				
	201	510 150	712 088	712 088	674 326
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	55 000	44 566	44 566	67 202
INTÉRÊTS	203	120 000	242 917	243 760	215 943
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206				
Contributions des promoteurs	207				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208				
Contributions des organismes municipaux	209				20 125
Autres contributions	210				
Autres	211	24 000	35 753	44 596	108 111
	212	24 000	35 753	44 596	128 236

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	143 323	124 370		124 370	124 370	139 371
Application de la loi	2	34 400	14 693		14 693	14 693	28 218
Gestion financière et administrative	3	1 039 403	1 186 736	32 835	1 219 571	1 219 571	1 251 638
Greffe	4	190 511	182 355		182 355	182 355	168 636
Évaluation	5	51 000	114 769		114 769	114 769	49 898
Gestion du personnel	6						3 625
Autres	7	25 057	27 444		27 444	27 444	34 285
	8	1 483 694	1 650 367	32 835	1 683 202	1 683 202	1 675 671
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	1 493 258	1 531 323		1 531 323	1 531 323	1 566 436
Sécurité incendie	10	665 543	716 619	115 787	832 406	832 406	1 016 195
Sécurité civile	11	346 626	275 050		275 050	275 050	232 524
Autres	12	18 551	12 010		12 010	12 010	18 133
	13	2 523 978	2 535 002	115 787	2 650 789	2 650 789	2 833 288
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 108 046	884 735	240 352	1 125 087	1 125 087	1 251 988
Enlèvement de la neige	15	712 000	530 006		530 006	530 006	513 681
Éclairage des rues	16	52 500	47 596	23 615	71 211	71 211	70 331
Circulation et stationnement	17	30 000	25 343	2 175	27 518	27 518	13 550
Transport collectif							
Transport en commun	18	427 263	356 779		356 779	601 702	592 700
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	2 329 809	1 844 459	266 142	2 110 601	2 355 524	2 442 250

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	176 772	176 199	108 218	284 417	284 417	307 392
Réseau de distribution de l'eau potable	24	60 759	85 015	230 017	315 032	315 032	291 993
Traitement des eaux usées	25	14 311	18 395	146 310	164 705	164 705	179 517
Réseaux d'égout	26	224 645	177 407	398 887	576 294	576 294	550 686
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	252 147	254 186		254 186	254 186	228 025
Élimination	28	256 400	212 561		212 561	212 561	188 099
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	103 367	232 265		232 265	232 265	72 272
Tri et conditionnement	30	45 967	45 967		45 967	45 967	36 695
Matières organiques							
Collecte et transport	31	15 999	43 052		43 052	43 052	20 114
Traitement	32		3 815		3 815	3 815	10 788
Matériaux secs	33						
Autres	34						
Plan de gestion	35						14 506
Autres	36						
Cours d'eau	37	12 395	17 760		17 760	17 760	
Protection de l'environnement	38	3 423	3 454		3 454	3 454	3 482
Autres	39	11 090	11 091		11 091	11 091	
	40	1 177 275	1 281 167	883 432	2 164 599	2 164 599	1 903 569
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	76 876	77 675		77 675	77 675	77 102
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	76 876	77 675		77 675	77 675	77 102
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	369 945	388 428	8 594	397 022	397 022	333 326
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	25 000	23 779	3 720	27 499	27 499	17 174
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	133 106	95 890		95 890	95 890	102 976
Tourisme	49	1 527	1 527	4 454	5 981	5 981	17 824
Autres	50	73 477	37 027		37 027	37 027	45 552
Autres	51		9 752		9 752	9 752	
	52	603 055	556 403	16 768	573 171	573 171	516 852

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	350 702	368 061	58 190	426 251	408 713
Patinoires intérieures et extérieures	54	25 855	3 027		3 027	4 294
Piscines, plages et ports de plaisance	55	94 261	117 954		117 954	105 122
Parcs et terrains de jeux	56	409 091	304 535	118 879	423 414	440 207
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58	117 500	84 772		84 772	95 838
Autres	59					1 831
	60	997 409	878 349	177 069	1 055 418	1 056 005
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					
Bibliothèques	62					
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65	321 293	289 468		289 468	103 656
	66	321 293	289 468		289 468	103 656
	67	1 318 702	1 167 817	177 069	1 344 886	1 159 661
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	745 992	869 614		869 614	890 922
Autres frais	70	127 608	88 576		88 576	88 575
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	16 000	30 598		30 794	28 492
	73	889 600	988 788		988 984	1 007 989
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	1 213 419	1 492 033	(1 492 033)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
 Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Hudson (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2016-09-21

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	10 414 459
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	10
Revenus de taxes	11	10 414 459

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	10 414 459
------------------	---	------------

Ajouter

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
--	---	--

Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	
--	---	--

Total partiel	4	<u>10 414 459</u>
----------------------	---	-------------------

Déduire

Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)

Taxes d'affaires	5	80 848
------------------	---	--------

Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
--	---	--

Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	
--	---	--

Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	19 057
---	---	--------

Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>99 905</u>
--	---	---------------

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>10 314 554</u>
---	----	-------------------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>1 033 193 100</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>1 045 383 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>1 039 288 350</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>10 314 554</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>1 039 288 350</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 <u> </u> <u> </u> <u> </u> , <u>9</u> <u>9</u> <u>2</u> <u>5</u> / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 <u> </u>
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 <u> </u>
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 <u> </u>

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2015	2015	2015	2014
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1				
Usines de traitement de l'eau potable	2		3 042	3 042	
Usines et bassins d'épuration	3				
Conduites d'égout	4		55 979	55 979	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				
Chemins, rues, routes et trottoirs	6				3 088
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8				
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10				
Autres infrastructures	11		8 419	8 419	
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13				142 286
Édifices communautaires et récréatifs	14				
Améliorations locatives	15			2 074	78
Véhicules					
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17		22 782	22 782	
Ameublement et équipement de bureau	18		22 527	22 753	6 778
Machinerie, outillage et équipement divers	19			939	28 087
Terrains	20				96 000
Autres	21				
	22		112 749	115 988	276 317

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Infrastructures autres que pour nouveau
développement

Conduites d'eau potable	23				
Usines de traitement de l'eau potable	24		3 042	3 042	
Usines et bassins d'épuration	25				
Conduites d'égout	26		55 979	55 979	
Autres infrastructures	27		8 419	8 419	3 088
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
Conduites d'eau potable	28				
Usines de traitement de l'eau potable	29				
Usines et bassins d'épuration	30				
Conduites d'égout	31				
Autres infrastructures	32				
Autres immobilisations	33		45 309	48 548	273 229
	34		112 749	115 988	276 317

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	30 467 000		1 559 000	28 908 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	51 314		18 985	32 329
Autres	6				
	7	30 518 314		1 577 985	28 940 329
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	7 673 900		123 000	7 550 900
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	15 553 914		744 685	14 809 229
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	23 227 814		867 685	22 360 129
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	7 290 500		710 300	6 580 200
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	7 290 500		710 300	6 580 200
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	7 290 500		710 300	6 580 200
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	7 290 500		710 300	6 580 200
	26	30 518 314		1 577 985	28 940 329
Dettes en cours de refinancement	27 (				)
Reclassement / Redressement	28				
	29	30 518 314		1 577 985	28 940 329
Note					

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2015	2015	2015	2014
Administration générale					
Application de la loi	1	500	501	501	500
Évaluation	2				
Autres	3	100 768	100 996	100 996	92 947
Sécurité publique					
Police	4	4 374	4 374	4 374	4 128
Sécurité incendie	5	15 115	15 114	15 114	8 146
Sécurité civile	6				
Autres	7	7 051	7 050	7 050	11 710
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	309 815	232 282		
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	147 333	147 333	147 333	111 072
Cours d'eau	13	5 395			429
Protection de l'environnement	14	3 423	3 454	3 454	3 482
Autres	15	11 090	11 091	11 091	
Santé et bien-être					
Logement social	16	76 876	77 675	77 675	77 102
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	100 145	100 146	100 146	92 774
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	80 432	80 509	80 509	76 900
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	56 347	56 860	56 860	36 865
Activités culturelles	23	27 013	24 217	24 217	22 928
Réseau d'électricité	24				
	25	945 677	861 602	629 320	538 983

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	13,00	35,00	***	***	***
Professionnels	2	0,00		***	***	***
Cols blancs	3	11,00	35,00	***	***	***
Cols bleus	4	40,00	40,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6	39,00	10,00	***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	103,00		***	***	***
Élus	9	7,00		77 430	5 259	82 689
	10	110,00		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	74 731				74 731
Réseau de distribution de l'eau potable	13	61 144				61 144
Traitement des eaux usées	14	10 033				10 033
Réseaux d'égout	15	23 410				23 410
Autres	16	2 586		7 294	23 071	32 951
	17	171 904		7 294	23 071	202 269

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	14 693	27		53	14 693	79		105	14 693	131
Évaluation	2	114 769	28		54	114 769	80		106	114 769	132
Autres	3	1 520 905	29	32 835	55	1 553 740	81	35 780	107	1 517 960	133
	4	1 650 367	30	32 835	56	1 683 202	82	35 780	108	1 647 422	134
Sécurité publique											
Police	5	1 531 323	31		57	1 531 323	83		109	1 531 323	135
Sécurité incendie	6	716 619	32	115 787	58	832 406	84	33 737	110	798 669	136
Sécurité civile	7	275 050	33		59	275 050	85		111	275 050	137
Autres	8	12 010	34		60	12 010	86		112	12 010	138
	9	2 535 002	35	115 787	61	2 650 789	87	33 737	113	2 617 052	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	884 735	36	240 352	62	1 125 087	88	(65)	114	1 125 152	140
Enlèvement de la neige	11	530 006	37		63	530 006	89		115	530 006	141
Autres	12	72 939	38	25 790	64	98 729	90		116	98 729	142
Transport collectif	13	356 779	39		65	356 779	91		117	356 779	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	1 844 459	41	266 142	67	2 110 601	93	(65)	119	2 110 666	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	176 199	42	108 218	68	284 417	94	7 835	120	276 582	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	85 015	43	230 017	69	315 032	95	16 600	121	298 432	147
Traitement des eaux usées	18	18 395	44	146 310	70	164 705	96	1 800	122	162 905	148
Réseaux d'égout	19	177 407	45	398 887	71	576 294	97		123	576 294	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	466 747	46		72	466 747	98		124	466 747	150
Matières recyclables	21	325 099	47		73	325 099	99		125	325 099	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	17 760	49		75	17 760	101		127	17 760	153
Protection de l'environnement	24	3 454	50		76	3 454	102		128	3 454	154
Autres	25	11 091	51		77	11 091	103		129	11 091	155
	26	1 281 167	52	883 432	78	2 164 599	104	26 235	130	2 138 364	156

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	77 675	172	187		77 675	202	217		77 675	232
Sécurité du revenu	158		173	188			203	218			233
Autres	159		174	189			204	219			234
	160	77 675	175	190		77 675	205	220		77 675	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	388 428	176	8 594	191	397 022	206	3 200	221	393 822	236 15 999
Rénovation urbaine	162	23 779	177	3 720	192	27 499	207		222	27 499	237
Promotion et développement économique	163	134 444	178	4 454	193	138 898	208		223	138 898	238
Autres	164	9 752	179		194	9 752	209		224	9 752	239
	165	556 403	180	16 768	195	573 171	210	3 200	225	569 971	240 15 999
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	878 349	181	177 069	196	1 055 418	211	187 454	226	867 964	241 71 327
Activités culturelles											
Bibliothèques	167		182		197		212		227		242
Autres	168	289 468	183		198	289 468	213		228	289 468	243
	169	1 167 817	184	177 069	199	1 344 886	214	187 454	229	1 157 432	244 71 327
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	9 112 890	186	1 492 033	201	10 604 923	216	286 341	231	10 318 582	246 988 788

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	112 749	152 853
Frais de financement	4		119 679
Autres	5		
	6	112 749	272 532

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	(1 059 822)	(1 754 939)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	(1 059 822)	(1 754 939)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 089 833	773 930
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		153 484
Excédent de fonctionnement affecté	7	(164 323)	(232 297)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	925 510	695 117
Solde à la fin de l'exercice	12	(134 312)	(1 059 822)
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 484 787	1 252 490
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 484 787	1 252 490
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(17 213)	
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	164 323	232 297
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	147 110	232 297
Solde à la fin de l'exercice	22	1 631 897	1 484 787
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 916 598	1 595 120
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 916 598	1 595 120
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(82 368)	109 965
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	407 292	211 513
	30	324 924	321 478
Solde à la fin de l'exercice	31	2 241 522	1 916 598

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49	
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (206 958)	207 233
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (206 958)	207 233
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	(202 678)
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (407 292)	(211 513)
	60 (407 292)	(414 191)
Solde à la fin de l'exercice	61 (614 250)	(206 958)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 29 051 405	27 500 798
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	(80 215)
Solde redressé au début de l'exercice	64 29 051 405	27 420 583
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (521 351)	1 630 822
Solde à la fin de l'exercice	68 28 530 054	29 051 405

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	950 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	950 000
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	950 000

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre	
				Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	1 070 177	2	3	4	407 292	5 () 6	7	1 477 469
Montant réservé pour le service de la dette	8		9	10	11	12 () 13		14	
	15	1 070 177	16	17	18	407 292	19 () 20	21	1 477 469

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

Non audité	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales			
	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales			
	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)

1 [0] , [7] [1] [0] [8] \$

Taxe foncière générale (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)

2 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

3 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles non résidentiels

4 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles industriels

5 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des terrains vagues desservis

6 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles agricoles

7 [] , [] [] [] [] \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)

8 [0] , [1] [2] [4] [6] \$

Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)

9 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

10 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles non résidentiels

11 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles industriels

12 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des terrains vagues desservis

13 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles agricoles

14 [] , [] [] [] [] \$

Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)

15 [] , [] [] [] [] \$

Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)

16 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

17 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles non résidentiels

18 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles industriels

19 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des terrains vagues desservis

20 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles agricoles

21 [] , [] [] [] [] \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)

22 [] , [] [] [] [] \$

Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)

Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)

23 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus

24 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles non résidentiels

25 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles industriels

26 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des terrains vagues desservis

27 [] , [] [] [] [] \$

Catégorie des immeubles agricoles

28 [] , [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
 (Montant fixe)
Par unité de logement

Eau	1	8 5 0 0	\$
Égout	2	3 4 5 0 0	\$
Eau et égout	3		\$
Traitement des eaux usées	4		\$
Matières résiduelles	5	1 9 5 0 0	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Dette - Eau (R504/653)	119,0000	4	par unité
Dette - Égout (R505/654)	215,0000	4	par unité
Dette - Traitement des boues (R554/655)	58,0000	4	par unité
Dette - Infrastructure sanitaire (R581)	794,4100	4	par unité
Réseaux d'égout - Commerces 2	500,0000	4	par unité
Réseaux d'égout - Commerces 1	350,0000	4	par unité
Réseaux d'aqueduc - Commerces 2	500,0000	4	par unité
Réseaux d'aqueduc - Commerces 1	350,0000	4	par unité
Éco taxe	25,0000	4	par unité
Piscine	100,0000	4	par unité
Société de développement commercial	200,0000	4	par unité
Taxe d'ordures - Commerces	350,0000	4	par unité
Taxe d'ordures - Commerces 1	1 500,0000	4	par unité
Traitements tertiaires - Bionest	530,6400	4	par unité
Traitements tertiaires - Ecoflo	528,8800	4	par unité
Usages additionnels	50,0000	4	par unité
Réseaux d'aqueduc - Commerces 3	750,0000	4	par unité
Réseaux d'aqueduc - Commerces 4	2 500,0000	4	par unité
Réseaux d'aqueduc - Commerces 5	2 750,0000	4	par unité
Réseaux d'aqueduc - Hudson Valley	408,5000	4	par unité
Réseaux d'aqueduc - Pointe à Raquette	331,7300	4	par unité
Réseaux d'égout - Commerces 3	750,0000	4	par unité
Réseaux d'égout - Commerces 4	2 500,0000	4	par unité
Réseaux d'égout - Commerces 5	2 750,0000	4	par unité

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 ☒	2 ☐	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 ☒	4 ☐	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 ☐	6 ☒	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 ☐	8 ☒	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 ☐	12 ☒	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 ☒	16 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	17	23 093	\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 ☐	19 ☒	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	16	22 ☐

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23	24 ☒	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25	26	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27	28 ☒	29
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30	31 ☒	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32	33 ☒	

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 481, rue Main
(no) (rue)
Hudson J0P 1H0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 458-5347
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 458-4922
(ind. rég.) (numéro)

Courriel serger@hudson.quebec

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Serge R. Raymond

Téléphone (450) 458-5347
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 458-4922
(ind. rég.) (numéro)

Courriel serger@hudson.quebec

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles, bureau 102
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreaupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Serge R. Raymond , atteste que le rapport financier consolidé
de Hudson pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du 2016-10-03 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont
détenues par Hudson .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Hudson consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Hudson détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 480 071 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,9925 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-09-29 08:57:32

Date de transmission au Ministère : 2016/10/04